

PEUT-ON IMAGINER CE PAYS SANS MINISTERE DE LA CULTURE ?

Les 4 et 9 avril figureront désormais au Panthéon des journées noires de la destruction des services publics et de notre modèle social. Le 4 avril, parce que cette date confirme amplement la liquidation de l'architecture de notre ministère. Le 9

avril, qui a vu le conseil du ministre mettre fin au mythe de l'emploi protégé des agents de la Fonction publique. Le ministère de la culture n'échappe pas à cette furie destructrice... Alors même que d'autres mesures dévastatrices sont

encore attendues dans les prochaines semaines ! La décision a été prise de réduire le nombre des directions du ministère de dix à trois.

C'est pratiquement la disparition du ministère !

►La politique muséale est abandonnée : chaque établissement sera bientôt livré à lui-même et à la rentabilité commerciale.

►Les DRAC sont maintenues, mais la définition de leurs missions est renvoyée à plus tard. Même l'intégration des SDAP dans les DRAC fait encore l'objet de subtils marchandages.

►Des pans entiers de l'action culturelle sont superbement ignorés : les écoles d'architecture, les écoles d'art, les fonds

accordés au théâtre et au cinéma... Aucune nouvelle, aucune mesure ! Oubliées ? Evanouies ? Disparues ?

Le démantèlement du ministère est prononcé : une partie ira au privé, une autre dans d'autres ministères, mais une partie disparaîtra purement et simplement.

Cette destruction des services publics s'accompagne d'un volet social qui sera prochainement mis en place via la loi sur la mobilité dans la Fonction publique.

Soyons clairs : il s'agit de nous imposer, dans les prochains mois, une mobilité contrainte, de gérer des dizaines ou des centaines de suppressions de postes prévues dès 2008, de précariser nos emplois, de remettre en cause votre statut. Certes, une partie d'entre-nous échappera à ce scénario, mais dans l'immédiat, toutes et tous, nous serons dans l'attente d'un futur incertain.

Il n'y a qu'une seule façon de continuer à exister : se manifester !

Certains ont pu dire que qu'il fallait rompre avec les fondamentaux établis par le conseil national de la résistance.

Nous ne pouvons répondre qu'une seule chose : la résistance est à l'ordre du jour !

Nous allons très vite, en concertation avec les autres organisations syndicales – du public comme du privé – et avec les

professionnels de la culture, proposer diverses façons de le manifester. Si des pans de la culture de ce pays doivent mourir, autant mourir debout.

Nous ne pouvons accepter l'alignement sur un modèle de fragilisation sociale, de discorde politique et de soumission intellectuelle au nom d'une révision qui nous alignerait sur des modèles politiques et économiques qui réduisent la culture au rang de marchandise alors même que ces modèles s'écroulent.

Sommes-nous devenus aussi incultes? Nous n'accepterons pas ce coup d'état et ferons de mai, une nouvelle fois, un printemps qui dit : ASSEZ !

Tous ensemble, continuons et amplifions encore le combat contre la RGPP !

L'intersyndicale qui met tout en oeuvre pour gagner la convergence des luttes avec les autres ministères

proposera dans les heures qui viennent de nouvelles actions.

Le CTPM convoqué le 17 avril prochain sera consacré exclusivement à la RGPP. Il sera présidé par Christine Albanel. C'est un rendez-vous important à ne pas manquer.

L'intersyndicale appelle donc l'ensemble des agents du ministère à se rassembler ce jour là sous les fenêtres de la ministre pour manifester leur rejet de cette politique de casse et pour faire échec à la RGPP.

SUD Culture Solidaires, le 10 avril 2008